

Le Conseil de Surveillance, présidé par Madame Saïda Lamrani Karim, s'est réuni le vendredi 20 novembre 2015 au siège social du Crédit du Maroc et a examiné l'activité et les comptes arrêtés au 30 septembre 2015 par le Directoire.

### Un projet d'entreprise au service du développement de l'activité

Au terme du troisième trimestre 2015, les ressources clientèle atteignent 38,1 milliards de dirhams, en évolution de +3,2 % par rapport à fin 2014, une évolution qui se traduit par une légère progression de part de marché en 2015. Cette progression, portée essentiellement par les comptes à vue (+3,5 %) et les comptes d'épargne (+3,4 %), témoigne de l'efficacité du nouveau réseau de distribution de la banque.

Les emplois clientèle affichent une performance de +5,8 % à 37,1 milliards de dirhams, avec notamment une bonne dynamique sur les crédits immobiliers. Les parts de marché des créances brutes sur la clientèle sont, quant à elles, en hausse de 32 points de base depuis le début de l'année. Cette performance est en parfaite adéquation avec la stratégie d'innovation et de différenciation du Crédit du Maroc sur les produits de financement immobiliers. Le plan de développement du crédit immobilier vise également la dynamisation des partenariats avec les grands opérateurs immobiliers de la place.

La progression de l'activité commerciale témoigne ainsi de l'efficacité du projet d'entreprise CAP 2018. Pour rappel, ce projet vise quatre objectifs principaux : l'amélioration de l'efficacité commerciale, l'excellence des Ressources Humaines, l'amélioration du service à la clientèle et la mise en oeuvre d'une stratégie d'innovation volontariste.

### Des fondamentaux financiers sains et des perspectives de développement portées par une stratégie d'innovation

Ces réalisations se sont traduites par une hausse de la marge d'intérêt et de la marge sur commissions de respectivement, +1,5 % et +1,4 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Le produit net bancaire s'établit à 1 566 millions de dirhams contre 1 578 millions de dirhams en septembre 2014. Cette légère contraction de -0,8 % s'explique par la baisse du résultat des opérations de marché.

Les charges générales d'exploitation évoluent de +3 %.

Le coût du risque s'établit à 546 millions de dirhams, contre 369 millions de dirhams un an auparavant. Son niveau résulte à la fois d'un contexte économique toujours morose mais également de la poursuite de la politique prudente et rigoureuse de couverture des risques pratiquée par le Crédit du Maroc conformément aux règles prudentielles.

Le résultat net s'établit à 118 millions de dirhams, contre 252 millions de dirhams un an auparavant.

Rappelons que le Crédit du Maroc a engagé depuis 2014 un plan de développement ambitieux et un projet d'entreprise fédérateur. Après une phase de réorganisation distributive importante, CAP 2018 poursuit sa lancée avec de nouveaux chantiers. C'est ainsi que la banque a initié une refonte profonde de ses services pour initier la transformation digitale, véritable axe d'innovation au service de l'utilité pour ses clients.

Le Conseil de Surveillance a pris acte de la démission de Monsieur Xavier Musca en sa qualité de membre et Vice-Président du Conseil de Surveillance, et de Monsieur M'hamed Sagou en sa qualité de membre du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance remercie Messieurs Xavier Musca et M'hamed Sagou pour leur contribution aux travaux du Conseil de Surveillance et leur rend hommage pour le soin qu'ils ont toujours apporté à l'exécution de leurs mandats.

Enfin, le Conseil de Surveillance a nommé Monsieur Michel Mathieu nouveau membre et Vice-Président du Conseil de Surveillance, en remplacement de Monsieur Xavier Musca et Madame Naziha Belkeziz, nouveau membre indépendant du Conseil de Surveillance, en remplacement de Monsieur M'hamed Sagou.

Monsieur Michel Mathieu est docteur en Droit des Affaires à l'Université de Montpellier. Actuellement Directeur Général Adjoint au sein du Groupe Crédit Agricole S.A., en charge des pôles banque de proximité à l'international et LCL et du pôle fonctionnement et transformation. Monsieur Michel Mathieu a démarré sa carrière dans le Groupe Crédit Agricole en 1983 à la Caisse Régionale de Crédit Agricole du Gard, avant d'être nommé Directeur Général Adjoint à la Caisse Régionale du Midi. En 2005, il est nommé Directeur Général de la Caisse Régionale du Midi avant d'être promu en 2010 Directeur Général Délégué de Crédit Agricole S.A.

Monsieur Michel Mathieu est membre du Comité Exécutif de Crédit Agricole S.A. Il est également auteur de deux ouvrages "Nouvelles Banques : les Banques ne seront plus jamais les mêmes" et "L'exploitant bancaire et le risque crédit".

Madame Naziha Belkeziz est titulaire d'une maîtrise en Sciences de Gestion à l'Université de Paris-Dauphine, d'un doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle en Sciences de Gestion à l'Université Hassan II de Casablanca et d'un DECF au Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris. Riche d'une expérience de vingt ans dans le secteur bancaire, Madame Naziha Belkeziz, administrateur indépendant, intervient dans de nombreuses manifestations et formations relatives à la gouvernance d'entreprises et au secteur financier. Madame Belkeziz est également auteur d'un ouvrage sur les privatisations et le marché boursier au Maroc.

### ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah  
20 000 Casablanca  
Maroc



35, rue Aziz Bilal  
20330 Casablanca  
Maroc

**GROUPE CREDIT DU MAROC**

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 SEPTEMBRE 2015**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de Crédit du Maroc et ses filiales (Groupe Crédit du Maroc) comprenant le bilan et le compte de résultat consolidé relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 30 septembre 2015. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 4 270 229, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 117 657.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Crédit du Maroc fait l'objet d'un contrôle fiscal au titre de l'Impôt sur le Revenu (IR) couvrant les exercices allant de 2011 à 2014. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur l'issue du contrôle en cours ainsi que sur les impacts potentiels sur les comptes du Groupe.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du trimestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit du Maroc arrêtés au 30 septembre 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note exposant les effets dus à la première application d'IFRIC 21 relatifs à la comptabilisation des taxes dues.

Casablanca, le 12 novembre 2015

**Les Commissaires aux Comptes**



**Rachid Boumechraz**  
Associé



**Mohamed Rqibate**  
Associé

### BILAN CONSOLIDÉ IFRS AU 30/09/2015

(En milliers de DH)

ACTIF CONSOLIDÉ	30/09/2015	31/12/2014
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	885 755	1 564 454
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 099 289	1 134 052
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	5 478 034	3 224 694
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	3 827 722	6 337 175
Prêts et créances sur la clientèle	37 074 904	35 042 236
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	-	-
Impôts Exigibles	150 152	82 687
Actifs d'impôt différé	77 821	65 498
Comptes de régularisation et autres actifs	223 718	130 317
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	-	-
Immeubles de placement	-	-
Immobilisations corporelles	1 341 262	1 344 604
Immobilisations incorporelles	128 149	136 206
Ecart d'acquisition	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>50 286 807</b>	<b>49 061 923</b>

(En milliers de DH)

PASSIF CONSOLIDÉ	30/09/2015	31/12/2014
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	44 761	7
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	9 798	8 243
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	1 399 372	1 318 398
Dettes envers la clientèle	38 140 412	36 976 324
Titres de créance émis	3 587 614	3 921 426
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigibles	14 758	5 313
Passifs d'impôt différé	205 403	167 483
Comptes de régularisation et autres passifs	652 301	444 876
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions	401 296	290 112
Subventions, fonds publics affectés, fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 560 864	1 528 178
Capitaux propres	4 270 229	4 401 562
Capitaux propres part du groupe	4 212 295	4 343 337
Capital et réserves liées	3 606 497	3 603 292
Réserves consolidées	461 282	459 653
Gains ou pertes latents ou différés	28 011	42 609
Résultat net de l'exercice	116 505	237 783
Intérêts minoritaires	57 933	58 225
<b>TOTAL</b>	<b>50 286 807</b>	<b>49 061 923</b>

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ IFRS AU 30/09/2015

(En milliers de DH)

COMPTE DE RÉSULTAT	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2014 Proforma
Intérêts et produits assimilés	1 814 496	1 925 022	1 925 022
Intérêts et charges assimilés	-526 036	-655 109	-655 109
<b>Marge d'Intérêt</b>	<b>1 288 459</b>	<b>1 269 912</b>	<b>1 269 912</b>
Commissions (Produits)	263 456	259 040	259 040
Commissions (Charges)	-23 851	-22 800	-22 800
<b>Marge sur Commissions</b>	<b>239 606</b>	<b>236 240</b>	<b>236 240</b>
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	78 639	104 749	104 749
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	9 157	20 374	20 374
Produits des autres activités	12 879	3 758	3 758
Charges des autres activités	-62 992	-56 555	-56 555
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 565 748</b>	<b>1 578 478</b>	<b>1 578 478</b>
Charges générales d'exploitation	-751 410	-717 674	-722 061
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-79 649	-84 569	-84 569
<b>Résultat Brut d'Exploitation</b>	<b>734 689</b>	<b>776 235</b>	<b>771 848</b>
Coût du risque	-546 349	-368 935	-368 935
<b>Résultat d'Exploitation</b>	<b>188 340</b>	<b>407 300</b>	<b>402 913</b>
Quote-Part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	12	-101	-101
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
<b>Résultat avant Impôt</b>	<b>188 352</b>	<b>407 199</b>	<b>402 812</b>
Impôts sur les bénéfices/Impôts différés	-70 695	-152 625	-151 002
<b>Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net</b>	<b>117 657</b>	<b>254 574</b>	<b>251 810</b>
Intérêts minoritaires	1 153	2 111	2 111
<b>Résultat net Part du groupe</b>	<b>116 505</b>	<b>252 463</b>	<b>249 699</b>
Résultat de base par action	10,91	24,37	24,11
Résultat dilué par action	10,91	24,37	24,11